

Partis catholiques :

quelle histoire ? quelle politique ?

Que "forum" soit opposé à la formule des partis "C", c.-à-d. qui se proclament officiellement d'inspiration chrétienne, est connu. Sans reprendre toute l'argumentation moult fois exposée ici-même, répétons que la raison essentielle en est que nous craignons un amalgame néfaste d'idéologie et de la foi, amalgame dont nous pouvons constater les effets tous les jours dans notre pays même.

N'empêche que cette opposition de principe ne doit pas dispenser d'étudier l'histoire de cette tendance politique qui se réclame du christianisme, pour mieux en comprendre les ressorts et les motivations, si ce n'est, le cas échéant, que pour mieux en contester la justification-même.

Dans cet effort de compréhension historique un livre paru en 1980 vient beaucoup nous aider :

Jean-Marie Mayeur, Des Partis catholiques à la Démocratie Chrétienne. XIXe - XXe siècles, Paris 1980, A. Colin, coll. U (247pp.)

Il ne peut être mon intention de vouloir résumer en quelques lignes l'argument historique d'un ouvrage qui malgré sa condensation est si riche en nuances et présente les uns à côté des autres, tout en les comparant, les modèles si variés de l'Allemagne et de l'Autriche, de la Belgique et des Pays-Bas, de l'Italie, de l'Espagne et de la France, sans parler de la Suisse et des Etats d'Europe de l'Est. L'histoire des partis chrétiens, est malgré des similitudes, si

différente dans tous ces pays qu'on a peine à croire qu'ils s'inspirent tous du même fond d'idées.

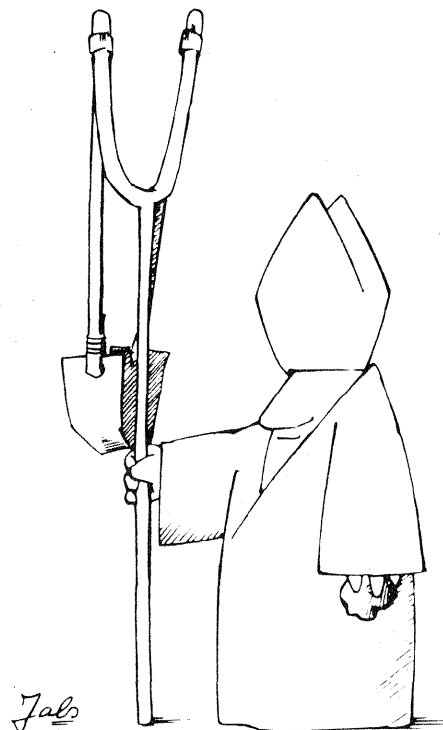
Et encore, les catholiques ne se sont pas dotés dans tous les pays, qu'ils soient en majorité ou en minorité, d'un parti à eux (cf. France, Espagne, Grande-Bretagne).

C'est cette diversité qui conduit peut-être à la première leçon de ce livre. Tous ces partis, tout en changeant de cap à plus d'une reprise depuis leur origine au 19e siècle, prônent en premier lieu des projets politiques, corporatisme, popularisme,...) Leur essence chrétienne qui les rapprocherait n'est que secondaire sauf s'il s'agit de combattre l'anticléricalisme, dont la responsabilité pour cette formation de partis catholiques "intransigeants" est essentielle (pp. 9, 50). Or le projet politique qu'ils défendent ne peut être le même pour tous les partis en cause, car de l'Evangile il est impossible de déduire un programme politique précis, et l'environnement institutionnel et politique diffère bien sûr d'un Etat à l'autre, voire d'une époque à l'autre dans un seul et même pays. Et ne doit-on pas voir là une raison (supplémentaire) à l'absence d'une Internationale chrétienne-démocrate, parallèle à celle des partis socialistes ou communistes (cf. p.151). Comme c'est au niveau spirituel, et non au politique, que tous ces partis se rencontrent, c'est l'Eglise qui est en quelque sorte leur Internationale. Car au niveau politique les divergences furent et sont parfois grandes, la difficile coopération en matière de politique européenne n'en est qu'un exemple (p.229).

C'est à ce propos que J.-M. Mayeur formule le plus clairement l'alternative qui s'est toujours posée aux partis démocrates chrétiens: "la voie conservatrice, accompagnée d'une déconsecration de fait, la voie 'autonome', qui s'efforce de maintenir au centre la spécificité démocrate chrétienne" (p. 229). On sent bien que le choix entre les deux voies possibles n'est pas un acte de foi, mais de stratégie politique.

Il est d'ailleurs significatif de voir que l'épithète confessionnelle est relativement rare dans la dénomination des partis recensés par J.-M. Mayeur (p. 7). Qu'on songe au "Zentrum" allemand, au "Rechtspartei" luxembourgeois etc. Certains ont germé longtemps sous un sigle conservateur avant de se proclamer ouvertement catholiques ou chrétiens. Et il est fort utile que l'auteur ne néglige pas ces antécédents non-confessionnels souvent difficiles à distinguer dans l'imbroglio politique qui accompagne la mise en place de régimes plus ou moins démocratiques au 19e siècle.

Par contre je regrette un peu que l'auteur n'ait pas essayé davantage de systématiser un peu ses résultats. Il est vrai que l'historien doit toujours s'abstenir de généralisations abusives, puisqu'il constate à tout moment combien l'histoire est unique, et les multiples différences observées entre les évolutions des partis catholiques en Europe ne viennent que le confirmer. Pourtant l'auteur avait lui-même tenté dans un article des "Annales E.S.C." (27 (1972), pp. 483-499) de clarifier un peu les concepts de catholicisme intransigeant, catholicisme social, démocratie chrétienne. Il faudrait encore y ajouter le catholicisme libéral. Surtout dans un manuel destiné aux étudiants de telles définitions - au contenu variable avec le temps - auraient contri-



Publik-Forum 14/78

bué à éviter l'emploi abusif qui est encore bien courant dans l'opinion publique.

Avant de passer à l'histoire de l'après-guerre, J.M. Mayeur propose par ailleurs une autre typologie. Il distingue a) les partis catholiques de tendance "völkisch", c.-à-d. nationalistes, autoritaires, identifiant volontiers droits de la patrie et droits de l'Eglise, b) les partis dits "populaires" méfiants vis-à-vis d'un Etat trop fort, pour qui la défense catholique n'est d'ailleurs jamais centrale (ex.: P.P.I.), c) les partis catholiques "incontestables", marqués par les idées catholiques sociales et démocratiques chrétiennes (que l'auteur malheureusement ne définit pas trop). Ces partis, en général, prétendent rassembler l'ensemble des catholiques et invitent à leur unité politique. Il n'est donc pas étonnant que pour la plupart ils jouissent de l'appui de l'épiscopat. J.-M. Mayeur y range les partis catholiques belge, néerlandais, suisse, allemand, autrichien, et luxembourgeois (p. 149).

Ce dernier exemple étonne, car jusqu'ici le parti luxembourgeois a eu droit à 5 lignes (pour la période 1914-40) (p. 131), et il en aura encore 4 pour l'après-guerre (p. 213). N'empêche que cette classification me paraît juste et qu'elle oppose un beau démenti aux déclarations du PCS prétendant ne jamais avoir eu l'ambition d'être la seule expression politique possible des chrétiens luxembourgeois. Dans les faits, c'est bien comme tel cependant qu'il se comporte aux yeux de l'historien.

L'absence de l'exemple luxembourgeois n'est d'ailleurs pas à reprocher à l'auteur. Comme J.-M. Mayeur a écrit une synthèse en partant des monographies de recherche existant sur les différents partis en question - et il faut d'ailleurs le féliciter pour sa bibliographie très à jour ! -, il n'a pas pu trouver grand chose sur la vie des partis au Luxembourg, si on excepte les ouvrages de tendance plutôt hagiographique écrits par des historiens membres de tel ou tel parti. (Cette remarque ne vaut d'ailleurs pas

pour le seul parti chrétien-social.) Or demander à l'auteur d'une telle synthèse un travail sur les sources, car c'est ce qu'il faudrait faire en premier lieu à Luxembourg, est bien sûr impossible.

Les quelques lignes où se trouve cité l'exemple luxembourgeois montrent d'ailleurs que J.-M. Mayeur est loin d'ignorer entièrement l'histoire du parti catholique de notre pays. En effet, l'exemple donné plus haut montre qu'il n'hésite même pas à le juger. C'est le cas encore pour l'entre-deux-guerres, où l'auteur classe le "Rechtspartei" parmi les "partis chrétiens populaires, mais non démocrates" du genre B.V.P. bavarois (p. 137).

Malgré tout, l'absence de plus amples informations est regrettable. Car il me semble que l'histoire de l'engagement des chrétiens en matière politique - tel est en fait le vrai sujet de J.-M. Mayeur - présente au Luxembourg des traits originaux qui le rapprochent tantôt de l'exemple belge, tantôt de l'exemple allemand, mais qui le distinguent aussi des deux à la fois. Ainsi, p. ex., les catholiques luxembourgeois, tout en étant présents dans les luttes politiques qui traversaient le 19^e siècle, et ceci pas seulement en la personne de leur parfois fugueux chef apostolique, mettent bien plus longtemps à se donner une structure de parti que leurs voisins. Vu l'absence aussi d'un évêché autonome jusqu'en 1870, les relations avec le pouvoir spirituel y sont différentes. Et puis, au 20^e siècle, le parti catholique luxembourgeois est sans doute celui en Europe qui détient le record de présence au gouvernement. Les députés catholiques d'avant 1914 en faisaient d'ailleurs aussi partie à plus d'une reprise. Mais à cette époque c'est le vicaire apostolique ou l'évêque (depuis 1870) qui formule en premier lieu les revendications politiques des catholiques. Et le journal des catholiques, le "Luxemburger Wort", a sans doute fait bien davantage pour les répercuter dans l'opinion que les quelques mandataires politiques qui sont d'ailleurs loin d'avoir les mêmes opinions (1848: pour le suffrage universel; 1853: le groupe catholique autour de Ch.-G. Eyschen appuie le gouvernement Simons préparant le coup d'Etat réactionnaire de 1856;

réapparition des idées du "catholicisme social" en 1918; ...).

Prudent historien, J.-M. Mayeur ne peut s'empêcher malgré tout de conclure par des réflexions sur la destinée des partis démocrates chrétiens. Nés comme partis de défense catholique dans la lutte contre l'anticléricalisme, ils ne s'y étaient pas du tout arrêtés, mais étaient devenus de véritables partis politiques avec une conception du monde et de l'homme bien spécifique, tirée plus ou moins de l'enseignement social de l'Eglise, et leur garantissant, sauf exceptions, l'appui de la hiérarchie ecclésiastique (pp. 9s, 104). Mais depuis le concile de Vatican II l'Eglise insiste plutôt sur la volonté de ne pas être identifiée avec un parti précis. En outre, les réalisations réformistes de l'après-guerre semblent avoir largement vidé de leur contenu les programmes des partis DC (pp. 233 s.). Finalement la déconfessionnalisation générale de la vie publique ne reste pas sans effet sur la base sociologique de ces partis. Face à ces phénomènes, la critique de la notion même de partis confessionnels de la part de chrétiens engagés (qui s'exprime p.ex. dans "forum") ne joue à mon avis qu'un rôle bien moindre que J.-M. Mayeur ne semble le croire (pp. 235 s.). Mais n'empêche que cette évolution repose de façon peut-être plus aiguë encore la question traditionnelle: "Les partis démocrates chrétiens deviennent de plus en plus des partis comme les autres, politiques et non 'religieux', perdant à la fois leur ambiguïté et leur originalité" (p. 237). Quelle est alors leur raison d'être? Ne risquent-ils pas, faute de projet politique original, de se résumer en une "défense anti-communiste", crainte que J.-M. Mayeur a déjà décelé dans le processus de formation de la DC en Italie en 1945 (p. 177), et de la CDU en Allemagne (p. 205), et qui en 1933 avait même poussé certains hommes politiques du "Centre" à préférer Hitler (p.). L'auteur est moins sceptique: Il conclut que les mutations submentionnées ne signifient pas pour autant la disparition des partis d'inspiration chrétienne (p. 238). Leur politique sera-t-elle cependant bien originale?